

le thème de la terre, l'auteur s'intéresse ainsi moins à la question politique et économique de la maîtrise du foncier qu'au rapport d'attachement que les agriculteurs entretiennent à la terre. Il montre que l'expression de ce sentiment va de pair avec un réel malaise quant aux conséquences des méthodes intensives sur la conservation des sols.

Le souci de faire ressortir les capacités d'adaptation au changement des familles agricoles fait la richesse principale de cette immersion dans une Amérique rurale parfois caricaturée, et souvent peu considérée. Cette approche empathique des récits recueillis est aussi la source de la principale critique qu'on peut adresser à l'ouvrage. La construction de l'analyse sur la base de multiples citations juxtaposées peut difficilement conduire à autre chose que le constat de l'ambivalence des représentations des agriculteurs, du fait même de leur diversité. Lorsqu'il aborde les thèmes de la technologie et des marchés, les nuances relevées par l'auteur gagneraient sûrement en intelligibilité si l'étude adoptait plus systématiquement une perspective relationnelle, pour donner à voir les conflits et les convergences entre les différents acteurs. Les considérations prudentes exprimées par les agriculteurs sur les questions environnementales ou économiques seraient à mettre davantage en perspective avec leurs pratiques et leurs engagements éventuels dans des organisations professionnelles qui défendent, elles, des positions tranchées. Si les capacités d'action individuelles des agriculteurs sont parfaitement mises en lumière, cette relative dépolitisation des récits ne permet pas toujours de comprendre quelles sont leurs ressources pour faire valoir leurs intérêts au-delà de l'échelle locale, et quels sont les obstacles qui s'y opposent. Cette réserve doit être comprise comme une incitation à croiser la lecture de cet ouvrage avec d'autres approches sociologiques et historiques. Elle ne doit pas atténuer l'intérêt et la richesse de l'approche proposée par R. Wuthnow. En refermant le livre, le lecteur français ne manquera pas de se dire qu'il serait heureux de disposer d'une enquête comparable en France, où « la fin des paysans » annoncée il y a près de cinquante ans par Henri Mendras, et l'analyse de Pierre Bourdieu montrant que la paysannerie n'a cessé d'être traitée comme une « classe objet », ont peut-être inhibé l'étude des représentations que les agriculteurs et leurs familles se font d'eux-mêmes et des mondes agricoles.

Sylvain Brunier

*Centre de sociologie des organisations (CSO), UMR 7116 CNRS et Sciences Po,  
19, rue Amélie, 75007 Paris, France*

*Adresse e-mail : [sylvain.brunier@sciencespo.fr](mailto:sylvain.brunier@sciencespo.fr)*

<http://dx.doi.org/10.1016/j.socotra.2016.09.003>

**Conservative versus Wildcats: A Sociology of Financial Conflicts, S. Polillo. Stanford University Press, Stanford (2013). 302 pp.**

Simone Polillo signe un livre ambitieux, riche de plusieurs questions traitées par la sociologie économique, la science politique et l'économie politique : définition de la monnaie, nature du conflit capitaliste et de sa relation à la démocratie, évolution historique du secteur bancaire. L'auteur s'appuie sur les principales théories sociologiques de la monnaie pour établir un cadre d'analyse des transformations conjointes de la finance et de l'État. Il s'inscrit ainsi dans le champ des travaux qui relient l'intensité du conflit au sujet des formes d'allocation du crédit bancaire (restrictif ou libéral) et la forme du gouvernement (démocratique ou autoritaire, centralisé ou décentralisé). Son originalité réside dans l'accent mis sur les processus de mobilisation autour de la construction d'identités collectives que les financiers déploient pour préserver ou

changer la distribution de la monnaie, plus particulièrement lors des processus de démocratisation politique.

Dans un premier temps, le livre discute les théories de la monnaie et du crédit. Il réfute la conception fonctionnaliste de la science économique néo-classique, qui tient les banquiers pour de simples intermédiaires de l'allocation efficiente de la monnaie (chapitres 1 et 2). L'auteur préfère adopter une conception sociologique, ancrée dans les travaux de Georg Simmel, de Joseph Schumpeter et de Viviana Zelizer, pour considérer le secteur bancaire comme un champ de lutte dans lequel les élites financières se fractionnent en coalitions et adoptent des identités collectives différenciées afin d'imposer durablement leurs pratiques comme seules légitimes. Il emprunte à J. Schumpeter sa distinction entre deux types de banquiers. D'un côté, les « conservateurs », attachés à des règles établies de stratification de la clientèle, prônent la restriction du crédit pour maintenir leur contrôle sur la circulation de l'argent et sur l'appropriation des profits, tout en prétendant assurer ainsi la stabilité macro-financière. D'un autre côté, les « *wildcats* » (franc-tireurs) cherchent à profiter de la contradiction entre la rationalité collective du groupe — serrer les rangs autour d'une distribution restreinte du crédit — et la rationalité individuelle de ses membres — faire du profit en distribuant individuellement plus de crédit que les autres — pour instaurer des procédures plus libérales au nom de l'inclusion sociale. Si ce conflit entre conservateurs et *wildcats* est structurel, il s'intensifie en période de démocratisation car les possibilités de contestation des statuts augmentent.

L'objectif de S. Polillo est de préciser en quoi ces conflits internes au champ bancaire sont dépendants des relations des banquiers à l'État. Cependant, il ne recourt pas à une sociologie des élites qui retracerait l'histoire de leur circulation entre espaces politique et financier et poserait la question des frontières entre ces espaces. Il affirme par contre son intérêt pour une sociologie des instruments financiers : selon lui, la connexion entre la finance et l'État doit être cherchée dans les règles professionnelles et les pratiques des banquiers, parce qu'elles sont aussi des ressources pour les politiciens. Ainsi, dette publique et distribution généreuse du crédit sont des moyens de gagner des faveurs électorales. Les instruments financiers sont des outils fabriqués pour servir les intérêts de certaines élites politiques et mener des transformations de l'État.

La seconde partie du livre argumente cette thèse en menant une enquête de sociologie historique comparative qui explore les processus d'expansion bancaire aux États-Unis (chapitres 3 et 4) et en Italie (chapitres 5 et 6), au XIX<sup>e</sup> siècle. L'histoire bancaire américaine témoigne, après la guerre de Sécession, d'un couplage entre un pouvoir politique *local* (décentralisé en termes monétaire et fiscal) et des pratiques restrictives d'octroi du crédit, fondées sur l'évaluation *individuelle* des emprunteurs selon des critères idéologiques qui favorisent les classes moyennes : réputation personnelle, honnêteté et probité morale. En restreignant la distribution de crédit, ce mode d'allocation fédère les banquiers, incapables d'élaborer un mode alternatif plus macroéconomique, en l'absence de soutien de l'État fédéral. Par contraste, en Italie, la force centralisatrice des élites politiques nationales organise les conflits bancaires autour d'enjeux politiques nationalistes et d'enjeux économiques systémiques. Les banquiers conservateurs ne disposant pas des soutiens locaux vont rejoindre le projet politique d'unité nationale : l'octroi de crédit aux populations apparaît alors comme un outil d'inclusion sociale permettant de réaliser la citoyenneté politique par une émancipation économique. Dès lors, l'octroi de crédit s'affranchit d'une évaluation individuelle des emprunteurs et reflète la loyauté nationaliste des élites bancaires, leur subordination au projet de construction de l'État-nation.

La fresque ainsi bâtie est impressionnante et souvent convaincante. L'ambition de relier, de manière dialectique, la concurrence entre pratiques bancaires, la compétition au sein du champ

politique et les formes de gouvernement, sur une période aussi longue et pour deux pays, force l'admiration. Trois regrets peuvent toutefois être exprimés.

La grille d'analyse schumpétérienne, satisfaisante pour étudier les conflits au sein du secteur bancaire, semble moins adaptée à une analyse plus macrosociale. L'opposition binaire entre conservateurs et *wildcats* éclipse quelque peu la demande de crédit par les clients emprunteurs et, par conséquent, la question de la stratification sociale. Les pistes offertes par l'économie politique contemporaine suggèrent que l'acceptation sociale du couple « régime monétaire – coalition gouvernementale » ne dépend pas seulement de l'accord entre banquiers et politiciens au sujet des règles de distribution du crédit, mais d'arrangements institutionnels intégrant d'autres groupes sociaux (Amable et al., 2012).

Le lecteur reste par ailleurs perplexe sur le statut de l'association faite à plusieurs reprises entre conservatisme bancaire et stabilité financière, voire stabilité macroéconomique. Est-ce une régularité constatée dans des faits historiques, ou bien une croyance partagée et utilisée par certains groupes pour maintenir leur contrôle sur la monnaie ? Un positionnement plus explicite permettrait de contribuer à l'analyse de la crise financière actuelle.

Enfin, l'auteur revient à l'idée d'autonomisation de la finance, chère à la littérature sur la financiarisation, pour rendre compte de la finance contemporaine. Il renonce ainsi à pousser son hypothèse initiale d'une constitution *mutuelle* des espaces financier et politique. Il pouvait pourtant la conserver, à condition de reconnaître la variabilité des enjeux politiques et des moralités de ces espaces au cours du temps. On peut maintenir que l'espace « professionnel » de la finance n'est jamais si autonome, qu'il est toujours constitué par d'autres espaces sociaux et que leurs arrangements réciproques forment une configuration politique située (Montagne et Ortiz, 2013, 2014). Le cas de la mise en marché de la dette publique par les hauts fonctionnaires français constitue un exemple particulièrement probant de cette interpénétration entre État et finance privée contemporaine (Lemoine, 2016).

## Références

- Amable, B., Guillaud, E., Palombarini, S., 2012. *L'économie politique du néolibéralisme, le cas de la France et de l'Italie*. Éditions rue d'ULM, Paris.
- Lemoine, B., 2016. *L'ordre de la dette. Enquête sur les infortunes de l'État et la prospérité du marché*. La Découverte, Paris.
- Montagne, S., Ortiz, S. (Eds.), 2013. *Sociologie de l'agence financière, volume 1. Sociétés contemporaines* 92, pp. 7–106 [special issue].
- Montagne, S., Ortiz, S. (Eds.), 2014. *Sociologie de l'agence financière, volume 2. Sociétés contemporaines* 93, pp. 5–87 [special issue].

Sabine Montagne

*Université Paris-Dauphine, PSL Research University, CNRS UMR 7170, IRISSO,  
Place du Maréchal de Lattre de Tassigny, 75775 Paris Cedex 16, France*

*Adresse e-mail : [sabine.montagne@dauphine.fr](mailto:sabine.montagne@dauphine.fr)*

<http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2016.09.006>

**Calcul et morale. Coûts de l'esclavage et valeur de l'émancipation (XVIIIe-XIXe siècle), C. Oudin-Bastide, P. Steiner. Albin Michel, Paris (2015). 304 pp.**

Depuis quelques décennies, la rentabilité de l'esclavage a fait l'objet d'un vaste débat historiographique, en particulier depuis la parution de *Time on the Cross* de Fogel et Engerman, 1974,